

INFORMATIONS CLES POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce FIA. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale afin, de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

VIGNOBLES GRAND SUD

(code ISIN FROO12807279)

Fonds commun de placement à risques (FCPR)

FIA soumis au droit français
Société de Gestion : ACG Management

OBJECTIF ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

■ OBJECTIF

Le FCPR VIGNOBLES GRAND SUD (le « Fonds ») a pour objectif d'investir au minimum 50% et au maximum 80% de son actif, avec un objectif cible de 70% de l'actif du Fonds en titres de Sociétés (« le Quota d'Investissement ») en vue de constituer un portefeuille de participations, émises par des entreprises éligibles, couvrant le financement de la filière vitivinicole au sens large (ci-après les « Sociétés ») laquelle intègre l'ensemble des acteurs intervenant dans l'économie du vin, de la production (secteur viticole) à la commercialisation, en ce inclus les exploitations viticoles, mais aussi les négociants et les acteurs de la distribution (négoce de détail, courtiers et grossistes en vins), ainsi que les secteurs connexes à la filière tels que les machines-outils agri-viticoles, les équipements (cuves, pressoirs), la fourniture de consommables (verre, bouchons, fûts, engrais), l'embouteillage...

L'actif du Fonds sera constitué, à concurrence de 50% minimum de son actif, au sein de Sociétés intervenant au niveau de la culture de la vigne, de la production du vin, et du commerce du vin (de détail ou de gros). Le solde du Quota d'Investissement pourra être investi dans des Sociétés ayant une activité connexe au monde viticole, et par exemple dans les équipements (ex : cuves, pressoirs), la fourniture de consommables (ex : verres, bouchons, fûts, engrais), la machinerie agri-viticole.

■ POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

PHASE D'INVESTISSEMENT

- 1 A compter de la création du Fonds et au plus tard lors de l'inventaire de clôture de l'exercice suivant l'exercice de constitution du Fonds, la Société de Gestion procède aux investissements dans des Sociétés conformément à l'objectif de gestion du Fonds.
- 2 La Société de Gestion peut procéder à de nouveaux investissements et assure la gestion des actifs en portefeuille en conformité avec la stratégie d'investissement, sans restriction jusqu'à la pré-liquidation éventuelle du Fonds.
- 3 Les investissements dans les Sociétés sont en principe réalisés pour une durée moyenne de 3 à 7 ans.

PHASE DE DÉINVESTISSEMENT

- 1 La Société de Gestion peut céder les actifs du Fonds à tout moment dès lors qu'elle en a l'opportunité.
- 2 Période de pré-liquidation (optionnelle) sur décision de la Société de Gestion (autorisée à compter du 1^{er} janvier 2021).
En cas d'option :
 - La Société de Gestion arrête d'investir dans de nouvelles Sociétés et prépare la cession des titres détenus dans le portefeuille.
 - Possibilité de réinvestissement et de placement de la trésorerie du Fonds limitée.
- 3 Le cas échéant, distribution aux porteurs de parts des sommes disponibles au fur et à mesure des cessions d'actifs (à l'issue du délai de conservation de 5 ans à compter de la dernière souscription).

PHASE DE LIQUIDATION DU FONDS

- 1 Ce Fonds a une **durée de vie de 7 ans**, arrivant en principe à échéance le 31 décembre 2022 (cette date dépendra de la date exacte de constitution du Fonds), **prorogeable 3 fois 1 an sur décision de la Société de Gestion, soit en principe jusqu'au 31 décembre 2025.**
- 2 Après ouverture de la liquidation, l'existence du Fonds ne subsiste que pour les besoins de la cession du solde des actifs restant en portefeuille.
- 3 Le cas échéant, distribution finale du solde de liquidation aux porteurs de parts à concurrence de leur quote-part respective dans le Fonds.

■ DURÉE DE BLOCAGE

Période de 7 ans à compter de la constitution du Fonds, arrivant en principe à échéance le 31 décembre 2022 (cette date dépendra de la date exacte de constitution du Fonds), prorogeable trois fois d'une année, sur décision de la Société de Gestion, soit en principe jusqu'au 31 décembre 2025, au cours de laquelle aucune demande de rachat n'est autorisée (sauf cas exceptionnels de décès ou d'invalidité).

■ CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES DES INVESTISSEMENTS

Le Fonds visera des entreprises au modèle économique mature, bien implantées sur leurs marchés et en phase de développement. Ces investissements couvriront divers stades d'exploitation et types de projets capables de créer de la valeur : croissance externe / transmission, développement à l'export, acquisition de foncier et optimisation de l'outil de production, utilisation de moyens marketing au service du développement, etc.

Les investissements seront réalisés principalement en France, dans les régions du « Grand Sud » telles que Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, et accessoirement (10% maximum de l'actif du Fonds) dans d'autres pays du sud de l'Union Européenne disposant d'une tradition viticole importante si des opportunités se présentent (tels que, par exemple, l'Espagne ou l'Italie).

Le Fonds réalisera les investissements par voie de souscription d'une participation au capital (de type actions ordinaires ou de préférence, parts sociales). Les actions de préférence confèrent à leurs titulaires des avantages pécuniaires ou politiques (affectation prioritaire du prix de cession, droit de vote double...) et/ou restreignent leurs prérogatives (plafonnement du prix de cession...).

Certaines actions de préférence, ou certains accords conclus avec les associés des Sociétés à l'occasion de la mise en place de l'investissement, peuvent plafonner le prix de cession en contrepartie d'une affectation prioritaire du prix de vente ou du boni de liquidation à hauteur du montant plafonné.

Ces mécanismes limitent la plus-value potentielle du Fonds alors que celui-ci reste exposé à un risque de perte en capital si l'investissement évoluait défavorablement. Il est précisé que les investissements n'ont pas vocation à être réalisés en totalité sous forme d'actions de préférence. De même, les pactes d'associés signés lors de la mise en place de l'investissement n'ont pas vocation à comporter systématiquement de telles clauses. Enfin, ces mécanismes sont susceptibles de ne pas être utilisés.

Les investissements dans des Sociétés pourront également être réalisés sous forme de titres donnant accès au capital (tels que des obligations remboursables, convertibles ou échangeables en actions, des obligations à bons de souscription d'actions, des bons de souscription d'actions autonomes). Ils pourront également être réalisés sous forme d'avances en compte courant (ratio réglementaire de 15% de l'actif du Fonds) ou en titres cotés de petites capitalisations boursières sur un marché réglementé ou organisé d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen (compte tenu d'un plafond légal d'éligibilité de 20%).

Le Fonds a vocation à réaliser ses investissements, en prenant uniquement des participations minoritaires, directement dans des Sociétés d'exploitation ou par l'intermédiaire de Sociétés holdings ou, le cas échéant, en position de co-investisseur aux côtés d'autres structures de capital investissement.

Le Fonds privilégiera les investissements en capital développement et en capital transmission.

Le processus de sélection des Sociétés s'appuiera sur une analyse tant qualitative que quantitative des perspectives de performance et de liquidité de l'investissement en s'attachant plus particulièrement au potentiel de croissance des parts de marché visé par l'entreprise, les axes potentiels de création de valeur et la qualité de l'équipe dirigeante et managériale. Par ailleurs, la Société de Gestion sensibilisera les chefs d'entreprises à ce que, dans l'exercice de leurs activités, ils s'efforcent de mener une politique en faveur des questions environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise, ces critères ne faisant pas partie des critères de sélections des Sociétés dans lesquelles le Fonds prendra des participations.

Le montant unitaire initial des investissements du Fonds dans des Sociétés sera établi dans la limite de 10% des souscriptions recueillies.

Les actifs du Fonds hors Sociétés (soit 50% maximum et 20% minimum, avec un pourcentage cible à 30%) seront investis dans des supports d'investissement de type parts ou actions d'OPCVM ou de FIA relevant d'une classification monétaire ou obligataire (offrant en principe un niveau de risque et de rendement moins élevé), comptes à terme, certificats de dépôt, bons du Trésor français, autres instruments monétaires d'Etat de la zone OCDE, billets de trésorerie, et/ou dans des supports plus dynamiques mais plus risqués (sous forme de titres négociés sur un marché d'instruments financiers de la zone OCDE, ou de parts ou actions d'OPCVM ou de FIA relevant d'une classification actions ou diversifiés ou obligations et/ou titres de créances libellés en euros). Ces actifs seront sélectionnés par la Société de Gestion sans contrainte de qualité d'émetteur (indifféremment public ou privé), en fonction de l'estimation qu'elle aura de leur horizon de placement, de leur qualité et de leur rendement, au regard des besoins de liquidité du Fonds dans le temps.

Le Fonds pourra se trouver ponctuellement, en début ou en fin de vie, investi jusqu'à 100% dans des actifs visés ci-dessus non représentatifs d'investissements dans des Sociétés (notamment dans l'attente de la réalisation de son quota d'investissement ou d'une répartition d'avoirs aux porteurs).

■ AFFECTATION DES RÉSULTATS

À la clôture de chaque exercice, les résultats du Fonds ont vocation à être intégralement capitalisés sur décision de la Société de Gestion, qui pourra néanmoins procéder à une répartition d'avoirs en cours de vie du Fonds, à compter de l'échéance du délai de conservation de 5 ans qui court à partir de la dernière souscription.

Recommandation : ce Fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant le 31 décembre 2025.

PROFIL DE RISQUE ET DE RENDEMENT

A risque plus faible,

A risque plus élevé,

rendement potentiellement plus faible

rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

A ce titre, les FIA de capital investissement étant considérés comme présentant un risque très élevé de perte en capital, la case 7 apparaît comme la plus pertinente pour matérialiser le degré de risque dans l'échelle de risque de l'indicateur synthétique.

Les modalités de calcul de cet indicateur synthétique reposant sur la volatilité ne sont pas pertinentes pour les FIA de capital investissement.

Autres risques importants pour le Fonds non pris en compte dans cet indicateur :

- **Risque de faible liquidité** : compte tenu de son quota d'investissement en titres non cotés, le rachat de parts du Fonds n'est autorisé que dans deux cas exceptionnels (décès, invalidité), de sorte que les avoirs des porteurs seront bloqués (sauf exceptions) pendant toute la durée de vie du Fonds sur décision de la Société de Gestion (cf. durée de blocage ci-dessus).
- **Risque de crédit** : risque de perte d'une créance, lié aux investissements dans des actifs obligataires, monétaires ou diversifiés, du fait de la défaillance du débiteur à l'échéance fixée ; en cas de dégradation de la qualité des émetteurs, la valeur de ces actifs (y compris les obligations convertibles ou autres valeurs donnant accès au capital social) peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

FRAIS, COMMISSIONS ET PARTAGE DE PLUS-VALUES

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation du FIA y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts, ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

« Le Taux de Frais Annuel Moyen (TFAM) gestionnaire et distributeur supporté par le souscripteur est égal au ratio, calculé en moyenne annuelle, entre :
- le total des frais et commissions prélevés tout au long de la vie du Fonds, y compris prorogations, telle qu'elle est prévue dans son règlement, et
- le montant des souscriptions initiales totales défini à l'article 1^{er} de l'arrêté du 10 avril 2012. »

1 **Tableau de répartition des taux de frais annuels moyens (TFAM) maximaux gestionnaire et distributeur par catégorie agrégée de frais**
(Arrêté du 10 avril 2012 portant application du décret n° 2012-465 du 10 avril 2012 relatif à l'encadrement et à la transparence des frais et commissions prélevés directement ou indirectement par les fonds et sociétés mentionnés aux articles 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts) :

« Ce tableau présente les valeurs maximales que peuvent atteindre les décompositions, entre gestionnaire et distributeur, de ce TFAM. »

CATÉGORIE AGRÉGÉE DE FRAIS	TAUX DE FRAIS ANNUELS MOYENS (TFAM MAXIMAUX)	
	TFAM gestionnaire et distributeur (TFAM-GD) maximal	Dont TFAM distributeur (TFAM-D) maximal
Droits d'entrée et de sortie	0,50%	0,50%
Frais récurrents de gestion et de fonctionnement	3,25%	1,30%
Frais de constitution	0,06%	n/a
Frais de fonctionnement non récurrents (liés à l'acquisition, au suivi et à la cession des participations)	0,26%	n/a
Frais de gestion indirects	0,07%	n/a
TOTAL	4,14%	1,80%

Les frais récurrents de gestion et de fonctionnement incluent l'ensemble des frais annuels au titre (i) de la rémunération de la Société de Gestion, (ii) des frais de commercialisation, (iii) de la rémunération du dépositaire, (iv) des honoraires du commissaire aux comptes, (v) des honoraires du délégataire de la gestion comptable, et (vi) des frais administratifs correspondant à divers autres charges externes de fonctionnement du Fonds (telles que la redevance AMF, les charges déclaratives et les frais d'information).

Les frais de constitution couvrent les frais et honoraires engagés pour la création du Fonds. Ils ne sont prélevés qu'au cours du 1^{er} exercice du Fonds.

Les frais de fonctionnement non récurrents ont pour objet de couvrir les charges du Fonds liées à ses activités d'investissement, à savoir : l'acquisition, le suivi et la cession de ses actifs (incluant intermédiaires, apporteurs d'affaires, études d'opportunité, audit, expertise, conseil, rédaction d'actes, assurances RCP-RCMS, BPIFRANCE, rupture de négociation ou de transaction, contentieux, procédure judiciaire, dommages-intérêts). Le montant et la nature des dépenses réellement supportées par le Fonds donnent lieu à une information annuelle dans le rapport de gestion.

Les frais de gestion indirects visent exclusivement les frais de gestion facturés aux OPCVM ou FIA sous-jacents dans lesquels le Fonds est susceptible d'investir (hors droits d'entrée et de sortie éventuels).

2 Modalités spécifiques de partage de la plus-value au bénéfice de la Société de Gestion (« carried interest »)

DESCRIPTION DES PRINCIPALES RÈGLES DE PARTAGE DE LA PLUS-VALUE au bénéfice de la Société de Gestion* (« carried interest »)	ABRÉVIATION ou formule de calcul	VALEUR
Pourcentage de droits du « carried interest » : (pourcentage des produits et plus-values nets de charges du Fonds attribué aux parts dotées de droits différenciés dès lors que le nominal des parts ordinaires aura été remboursé au souscripteur)	(PVD)	20%
Minimum de souscription du « carried interest » : (pourcentage minimal du montant du capital initial que les titulaires ** de parts dotées de droits différenciés doivent souscrire pour bénéficier du PVD)	(SM)	1%
Rentabilité minimum ouvrant droit au « carried interest » : (conditions de rentabilité du Fonds qui doivent être réunies pour que les titulaires** de parts dotées de droits différenciés puissent bénéficier du PVD)	(RM)	Equilibre 100% (i.e. : remboursement du capital initial)

* Le « carried interest » peut être librement réparti par la Société de Gestion entre elle et toutes autres personnes désignées parmi ses actionnaires, ses dirigeants, ses salariés et toutes autres personnes en charge de la gestion du Fonds (cf. article 6.2 du Règlement). ** Le titulaire vise la Société de Gestion (y compris toutes autres personnes bénéficiaires du « carried interest » comme indiqué précédemment).

3 Comparaison normalisée, selon trois scénarios de performance, entre le montant des parts ordinaires souscrites par le souscripteur, les frais de gestion et de distribution et le coût pour le souscripteur du « carried interest » :

Rappel de l'horizon temporel utilisé pour la simulation : dix ans

SCÉNARIOS DE PERFORMANCE <i>(évolution de l'actif net du Fonds depuis la souscription, en % de la valeur initiale)</i>	MONTANTS TOTAUX SUR TOUTE LA DURÉE DE VIE DU FONDS (y compris prorogations) pour un montant initial de parts souscrites de 1 000 dans le Fonds			
	Montant initial des parts ordinaires souscrites	Total des Frais de gestion et de distribution <i>(hors droits d'entrée)</i>	Impact du « carried interest » au bénéfice de la Société de Gestion*	Total des distributions au bénéfice du souscripteur de parts lors de la liquidation <i>(nettes de frais)</i>
Scénario pessimiste : 50%	1 000	359	0	141
Scénario moyen : 150%	1 000	364	27	1109
Scénario optimiste : 250%	1 000	364	227	1909

Le « carried interest » peut être librement réparti par la Société de Gestion entre elle et toutes autres personnes désignées parmi ses actionnaires, ses dirigeants, ses salariés et toutes autres personnes en charge de la gestion du Fonds (cf. article 6.2 du Règlement).

Attention, les scénarios ne sont donnés qu'à titre indicatif et leur présentation ne constitue en aucun cas une garantie sur leur réalisation effective (ces scénarios résultent d'une simulation réalisée selon les normes réglementaires prévues à l'article 5 de l'arrêté du 10 avril 2012 pris pour l'application du décret n° 2012-465 du 10 avril 2012 relatif à l'encadrement et à la transparence des frais et commissions prélevés directement ou indirectement par les fonds et sociétés mentionnés aux articles 199 terdecies-0 A et 885-0 V bis du code général des impôts).

Pour plus d'information sur les frais, veuillez vous référer aux pages 24 et 25 du Règlement du Fonds, disponible sur simple demande auprès de la Société de Gestion (cf. informations pratiques ci-après).

INFORMATIONS PRATIQUES

■ NOM DU DÉPOSITAIRE

RBC INVESTOR SERVICES BANK France S.A.

■ PUBLICATION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

La valeur liquidative est calculée par la Société de Gestion : (i) pour la première fois dès le dépôt des fonds, puis (ii) semestriellement, en date du 30 juin et du 31 décembre de chaque année ; cette valeur liquidative est disponible, dans les 8 semaines suivant la date de son calcul, auprès des établissements distributeurs, de la Société de Gestion et sur le site internet www.acg-management.fr

■ LIEU ET MODALITÉS D'INFORMATION

Le Règlement du Fonds, le dernier rapport annuel, le rapport semestriel, et la dernière composition de l'actif semestrielle du Fonds sont disponibles sur simple demande écrite du porteur et peuvent lui être adressés, sur option, sous forme électronique. Par ailleurs, la Société de Gestion adresse aux porteurs une lettre d'information annuelle dans les 4 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable.

■ FISCALITÉ

La Société de Gestion entend gérer le Fonds de telle sorte que ses porteurs de parts bénéficient du régime fiscal de faveur en matière d'impôt sur le revenu prévus par les articles 163 quinquies B et 150 0-A du CGI. Une note d'information sur les avantages fiscaux dont peuvent ainsi bénéficier les souscripteurs de parts du Fonds (sous conditions) est disponible sur demande auprès de la Société de Gestion ou des établissements distributeurs. Les parts du Fonds seront éligibles au plan d'épargne en actions (PEA) destiné au financement des PME et des ETI, tel que prévu par les articles L 221-32-1 et L 221-32-3 du code monétaire et financier.

La responsabilité d'ACG MANAGEMENT ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du Règlement du Fonds.

L'AMF attire l'attention des souscripteurs sur le fait que la délivrance de son agrément ne signifie pas que le produit présenté est éligible aux différents dispositifs fiscaux. L'éligibilité à ces dispositifs dépendra notamment du respect de certaines règles d'investissement au cours de la durée de vie de ce produit, de la durée de détention ainsi que de la situation individuelle de chaque souscripteur.

Ce FCPR est agréé par l'AMF et réglementé par l'AMF. ACG MANAGEMENT est agréée par la France et réglementée par l'AMF.
Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 15/09/2015.

ACG
MANAGEMENT

6, allées Turcat-Méry - 13008 Marseille - Tél. 04 91 29 41 71 - Fax 04 91 29 41 51 - E-mail contact@acg-management.fr

www.acg-management.fr